

# L'AFRIQUE AUSTRALE

Aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI VOL 20 No. 5 AOÛT 2018



POLITIQUE	3
GENRE	4
ECONOMIE	5
ENERGIE	6
INDUSTRIALISATION	7
L'ECONOMIE BLEUE	8-9
L'EAU	10
BIODIVERSITE	11
ELECTIONS	12
PAIX & SECURITE	13
SACU	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16



Promouvoir le développement des infrastructures et l'autonomisation des jeunes pour un développement durable

## 38<sup>ème</sup> Sommet de la SADC

LE 38<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC qui se tiendra à Windhoek, en Namibie, les 17 et 18 août, examinera les progrès vers l'intégration régionale et le développement socio-économique. Le thème de cette année s'appuie sur les quatre Sommets de la SADC précédents qui visaient à faire progresser le développement industriel. Le thème résonne également avec l'un des piliers du Plan de développement stratégique indicatif régional (RISDP 2015-2020) de la SADC dans lequel les réseaux d'infrastructures intégrés sont considérés comme un important catalyseur de l'industrialisation et de l'intégration des marchés. Cette édition de *Southern Africa Today* se penche sur les questions clés qui seront discutées lors du Sommet.

### Mettre en œuvre la stratégie d'industrialisation de la SADC

Un point culminant attendu du Sommet est la présentation d'un rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la Stratégie et de la Feuille de route pour l'industrialisation de la SADC 2015-2063.

La stratégie d'industrialisation de la SADC, adoptée en avril 2015, vise à réaliser une transformation économique et technologique majeure aux niveaux national et régional afin d'accélérer la croissance économique grâce au développement industriel.

Un plan d'action chiffré pour la stratégie couvrant la période 2015-2030 a été approuvé en mars 2017. Le plan d'action détaille les actions clés, en se référant aux trois piliers de la stratégie et aux activités requises, ainsi qu'aux éléments clés nécessaires pour libérer le potentiel industriel de la région.

L'un des trois piliers de la stratégie d'industrialisation est l'amélioration des

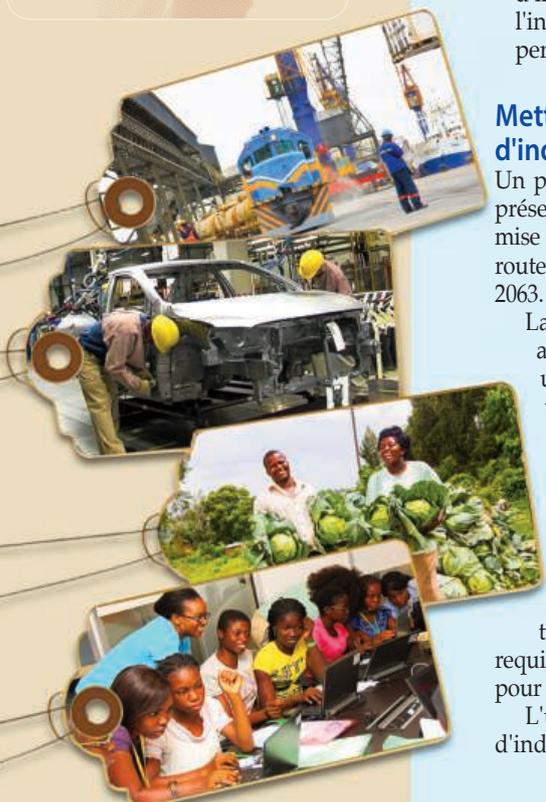
infrastructures. Les deux autres piliers sont le renforcement des chaînes de valeur et le développement des corridors.

### Renforcer le développement de l'infrastructure

Des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan directeur de développement des infrastructures régionales de la SADC (RIDMP), est essentiel à la croissance socio-économique de la région, y compris le programme d'industrialisation.

Le RIDMP est la stratégie de la région pour le développement d'infrastructures régionales intégrées afin de répondre à la demande prévue d'ici 2027, pour un coût estimé à 500 milliards de dollars.

La décision historique d'approuver le RIDMP en 2012 a été motivée par la perspective que le développement et la maintenance des infrastructures sont une priorité pour l'intégration régionale accélérée, le développement économique, l'industrialisation et le commerce.



Le Secrétariat de la SADC examine actuellement les progrès de la première phase quinquennale 2012-2017, ce qui devrait donner un nouvel élan à la mise en œuvre des projets d'infrastructure régionaux.

La SADC vise à développer des infrastructures transfrontalières dans les six domaines prioritaires que sont l'énergie, les transports, le tourisme, l'eau, les technologies de l'information et de la communication et la météorologie.

**Intégration régionale de l'énergie, l'industrialisation**

Les limitations énergétiques ont constitué des obstacles au développement socio-économique et la solution au déficit énergétique est l'une des principales priorités du développement des infrastructures que la région doit collectivement aborder.

La SADC a fait des progrès significatifs pour remédier aux pénuries d'électricité depuis 1999, qui se sont accentuées après 2007, et la région a produit un surplus d'électricité en 2017 pour la première fois en dix ans grâce à la coopération régionale en matière de planification énergétique.

Les leaders de la SADC chercheront à approfondir une approche coordonnée de la fourniture d'énergie dans la région, car l'électricité est essentielle pour faire progresser le programme d'industrialisation qui vise à assurer que la SADC atteigne son objectif de longue date d'une région unifiée, prospère et intégrée.

**Améliorer la sécurité alimentaire**

Le sommet devrait approuver des stratégies pour aborder la sécurité alimentaire dans la région, y compris la nécessité d'accroître l'investissement dans des interventions à fort impact qui traitent de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique.

Selon un rapport publié en juillet, l'état de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité en Afrique australe, la région de la SADC devrait avoir un excédent céréalier de 6,3 millions de tonnes métriques, contre 7,5 tonnes l'année précédente.

Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire au cours de l'année de consommation 2018/19 est de 29 millions, soit environ 14% de la population de la SADC selon le rapport, inversant ainsi l'amélioration obtenue en 2017/18.

**Émanciper les jeunes**

Dans le cadre du thème du Sommet, les leaders exploreront les moyens d'exploiter le dividende du capital humain grâce à l'émancipation des jeunes.

Les jeunes constituent la majorité de la population de la SADC, d'où leur importance dans la promotion du programme d'intégration régionale.

Au fur et à mesure que la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC progresseront vers 2063, les jeunes d'aujourd'hui tireront profit des éléments clés contenus dans la stratégie.

Les stratégies de la SADC d'aujourd'hui permettront aux jeunes de jouer un rôle actif dans la promotion du développement et l'approfondissement de l'intégration.

**Améliorer la paix et la sécurité**

Le développement a besoin de paix et une autre question importante pour les leaders de la SADC sera de savoir comment renforcer la paix et la sécurité et consolider la démocratie et l'état de droit dans la région.

La SADC est l'une des régions les plus stables et pacifiques d'Afrique, mais il existe des poches d'instabilité qui continuent d'entraver la paix et le développement.

Le sommet discutera des réformes constitutionnelles au Royaume du Lesotho, de la préparation des élections générales en République démocratique du Congo et de la situation politique à Madagascar.

**Développer un cadre de mobilisation des ressources**

Le Cadre de mobilisation des ressources de la SADC (Sources alternatives de financement des programmes régionaux de la SADC) vise à déterminer comment un espace fiscal peut être créé pour permettre aux États membres de la SADC de financer des programmes, projets et activités régionaux.

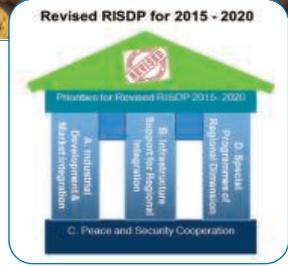
Les six options pour les sources novatrices de financement de l'intégration régionale dans la SADC sont l'introduction d'une taxe à l'exportation et à l'importation; une taxe sur le tourisme; une taxe sur les transactions financières; un système de loterie; philanthropie; et des événements régionaux.

On estime que la SADC peut rapporter plus de 1,2 milliard de dollars US par an à partir de ces sources alternatives, un développement qui devrait

permettre d'éliminer la dépendance actuelle vis-à-vis des financements extérieurs.

Selon le Secrétariat de la SADC, moins de 10% des projets régionaux sont financés par les États membres de la SADC, tandis que le reste provient des partenaires internationaux de Coopération.

Le Secrétariat de la SADC a été chargé de finaliser le projet de Cadre Régional de Mobilisation des Ressources de la SADC pour soumission au Comité des Ministres des Finances et de l'Investissement, et finalement au Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC.



**Financer les Zones de conservation transfrontalière**

Le Secrétariat de la SADC a été chargé par le Conseil des Ministres en mars de préparer un mécanisme pour guider les modalités de mise en œuvre du Mécanisme de Financement Régional pour les Aires de Conservation Transfrontalières de la SADC afin de garantir les priorités régionales de conservation.

Il y a 18 TFCA dans la région de la SADC à différents stades de développement, y compris le Kavango Zambezi (KAZA) qui est la plus grande zone de conservation du monde et couvre des parties de cinq pays: Angola, Botswana, Namibie, Zambie et Zimbabwe.

D'autres TFCA en cours de développement sont ZIMOZA (Zimbabwe, Mozambique et Zambie); Selous-Niassa (Mozambique et République-Unie de Tanzanie); Bassins du Bas Zambèze-Mana (Zambie et Zimbabwe); et Liuwa Plain-Kameia (Angola et Zambie).

L'installation proposée serait un mécanisme de réponse financière flexible pour fournir des subventions qui peuvent soutenir la mise en œuvre d'actions de conservation et de gestion dans les TFCA de la SADC et répondre aux besoins urgents critiques pour leur succès et leur intégrité.

**Examiner le système de quota de recrutement**

Le sommet recevra un rapport du comité des ressources humaines et de l'administration concernant l'examen du recrutement régional pour le Secrétariat.

Ceci a été provoqué par plusieurs défis, y compris celui de ne pas avoir rempli les postes parce que certains États membres avaient épuisé les quotas alloués.

L'examen de l'application du système de quota vise à garantir que le Secrétariat de la SADC a accès à une haute qualité des ressources humaines des États membres de manière équitable, efficace et objective, tout en respectant le principe d'équité et de représentation sans compromettre la prestation.

**Réformes à l'Union africaine**

Le Sommet devrait présenter une position commune sur la réforme institutionnelle de l'Union africaine (UA), conformément à une décision de l'Assemblée de l'UA en janvier de consulter les huit communautés économiques régionales composant l'UA sur la nécessité de revoir la structure institutionnelle.

Une structure institutionnelle efficace est essentielle à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'UA pour l'Afrique que nous voulons, une vision de croissance économique et de développement inclusif.

Le Secrétariat de la SADC a préparé un document analytique qui a été examiné par le Conseil des Ministres de la SADC en mars et devrait être soumis au Sommet pour approbation.

Certaines questions clés proposées par la SADC pour la réforme institutionnelle de l'UA comprennent:

- Les leaders africains auront suffisamment de temps pour se consulter à l'échelle nationale sur les questions stratégiques;
- Une étude urgente et approfondie des barrières bureaucratiques qui affectent la prestation de services au sein de la Commission de l'UA et d'autres organes et institutions; et
- Réduire les sommets de l'UA de deux à un par an.

**Réforme du Conseil de sécurité de l'ONU**

Le Conseil de sécurité des Nations Unies est chargé de maintenir la paix et la sécurité internationales et les pays africains ont insisté sur la nécessité de réformer le Conseil, arguant que sa composition et ses opérations sont déconnectées de la réalité actuelle. Par exemple, aucun des cinq membres permanents disposant d'un droit de veto n'est originaire d'Afrique et pourtant le continent compte le plus grand nombre de membres de l'ONU. □



## Approche régionale à l'anti-braconnage

L'AFRIQUE AUSTRALE abrite de vastes ressources fauniques qui constituent un élément essentiel du développement socio-économique dans la plupart des États membres de la SADC.

La région de la SADC abrite les plus grandes populations restantes d'éléphants et de rhinocéros.

Ces ressources offrent l'occasion de renforcer l'intégration régionale et de contribuer au développement durable grâce à la sensibilisation à l'environnement, à la création d'emplois et au maintien des moyens de subsistance des communautés rurales.

Cependant, ce potentiel a été affecté par divers défis, notamment l'abattage illégal et le commerce d'espèces sauvages de la faune et de leurs produits.

La SADC a mis en place diverses mesures pour relever les défis, visant à réduire le braconnage de la faune.

Il s'agit notamment de l'adoption de la Stratégie d'application de la loi et de lutte contre le braconnage (2016-2021) qui a été approuvée en 2015 pour:

- Contrôler et minimiser le braconnage dans la région de la SADC;
- Renforcer la communication entre les autorités policières compétentes aux niveaux national, régional et international;
- Renforcer les capacités des autorités policières, des douanes et de l'immigration pour détecter et combattre le commerce illégal d'espèces sauvages;
- Améliorer le dialogue entre les parties prenantes nationales, régionales et internationales compétentes pour détecter le braconnage et le commerce illégal d'espèces sauvages; et

- Créer un centre régional de surveillance anti-braconnage pour coordonner et surveiller les activités de braconnage et de commerce illégal d'espèces sauvages dans la région de la SADC.

La stratégie vise à réduire le niveau de braconnage et le commerce illégal de la faune et de la flore sauvages et à renforcer la capacité d'application de la loi dans la région de la SADC d'ici 2021.

Pour ce faire, des domaines prioritaires ont été identifiés pour une action concertée des États membres:

- ❖ Amélioration de la législation et des processus judiciaires;
- ❖ La minimisation de la criminalité liée aux espèces sauvages et du commerce illégal;
- ❖ Amélioration de la législation sur la faune et l'application de la loi;
- ❖ Intégration des personnes et de la nature
- ❖ Assurer le commerce et l'utilisation durables des ressources naturelles; et
- ❖ Amélioration et renforcement de la protection des ressources fauniques sur le terrain.

Cependant, le succès de la stratégie repose sur une approche coordonnée des États membres de la SADC pour prioriser et intégrer les activités de la Stratégie LEAP dans leurs plans nationaux et mobiliser des ressources pour la mise en œuvre, ainsi que pour établir et renforcer les équipes nationales existantes de prévention de la criminalité.

À cet égard, le Secrétariat de la SADC élabore un mécanisme pour aider les États membres à mettre en œuvre la stratégie régionale de lutte contre le braconnage.

Une fois approuvé, le mécanisme guidera les États

membres dans la mise en œuvre des actions spécifiques au niveau national de la stratégie LEAP et devrait avoir un plan d'action clair pour faciliter la mise en œuvre de la stratégie au niveau national.

L'approche proposée par la SADC pour aider les États membres à mettre en œuvre la stratégie LEAP devrait également constituer un document indicatif sur les actions clés que les pays entreprendront indépendamment pour mettre en œuvre la stratégie.

Le mécanisme proposé comprendra:

- Un cadre logique mis à jour de la Stratégie LEAP, avec des activités et des responsabilités clairement identifiées à entreprendre par le Secrétariat de la SADC et les États membres respectivement;
- Établissement d'exigences minimales pour la hiérarchisation et l'intégration de la stratégie LEAP dans les

plans nationaux des États membres;

- Orientation aux États membres dans l'élaboration des budgets pour la mise en œuvre de la stratégie LEAP;
- Orientations pour la création d'équipes spéciales nationales de prévention de la criminalité liée aux espèces sauvages dans les États membres où elles n'existent pas;
- Suggestions de sources potentielles de financement pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie LEAP dans les États membres;
- Orientations aux États membres pour l'alignement de leurs cadres réglementaires et juridiques sur les processus régionaux de soutien à la lutte contre les activités criminelles transfrontalières; et
- Orientations visant à renforcer les synergies et les liens avec toutes les parties prenantes dans la mise en œuvre de la stratégie LEAP. □

## La SADC établira une organisation subsidiaire sur les STEM

SEPT ÉTATS membres de la SADC ont signé une charte qui vise à créer une organisation subsidiaire chargée de combler le vide entre les sexes dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) dans la région.

La Charte de la SADC sur les femmes dans la science, l'ingénierie et la technologie (WISETO) a été signée par l'Angola, le Royaume d'eSwatini, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, l'Afrique du Sud et la République-Unie de Tanzanie en juin lors d'une réunion mixte des Ministres

responsables de l'éducation et la Formation, la Science, la Technologie et l'Innovation, tenue à Durban, Afrique du Sud.

Une fois opérationnelle, WISETO cherchera à améliorer la participation des femmes au développement durable par l'application des connaissances scientifiques et de l'innovation technologique.

Le Secrétariat de la SADC devrait fournir des orientations stratégiques générales à WISETO afin de s'assurer que le programme et les priorités sont conformes au mandat de la SADC sur les STEM. □



## La SADC élabore une stratégie régionale sur la femme, la paix et la sécurité

par Nyarai Kampilipili

**LA STRATÉGIE** régionale de la SADC sur la femme, la paix et la sécurité 2018-2022 vise à relever les défis rencontrés par la femme et l'enfant en s'assurant qu'ils participent pleinement aux activités, programmes et projets de paix et de sécurité dans la région.

La stratégie, qui sera présentée aux dirigeants régionaux lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC en août à Windhoek, en Namibie, a été discutée par les hauts fonctionnaires lors de leur réunion en 2017 à Ezulwini, Royaume d'eSwatini et a été plus tard présentée au Conseil des Ministres de l'organe de la SADC sur la politique, la défense et la sécurité pour approbation.

Le développement de la stratégie a impliqué diverses parties prenantes qui comprenaient des experts en genre et en sécurité de tous les États membres de la SADC, et a pour but de fournir un cadre pour guider l'intégration des questions de genre dans les processus et systèmes de paix et de sécurité.

La stratégie et le plan d'action qui l'accompagne doivent être mis en œuvre de 2018 à 2022 et les États membres ont été invités à élaborer des plans d'action nationaux et à mobiliser des ressources pour mettre en œuvre les activités proposées au niveau national.

L'Afrique australe fait des progrès significatifs dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'équité dans la région. Cependant, il est nécessaire de maintenir l'élan et de faire avancer le programme régional en matière d'égalité des sexes, en particulier dans les questions de paix et de sécurité.

Cela nécessite une intensification des efforts régionaux visant à intégrer le genre dans les processus de consolidation de la paix et de résolution des conflits si l'on veut parvenir à une paix durable.

Bien que des progrès soient réalisés dans l'élaboration de stratégies intégrant le genre dans les questions de paix et de sécurité, le nombre de femmes et d'enfants touchés par les conflits reste élevé.

Le nombre de femmes haut placées dans le secteur de la sécurité dans les États membres de la SADC reste faible. Seuls trois États membres de la SADC ont eu des femmes ministres de la défense entre 2009 et 2018 - le Botswana, Madagascar et l'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud reste le seul pays de la SADC avec une femme ministre de la Défense, et elle occupe ce poste depuis 2012.

Selon un rapport de l'ONU Femmes de 2015, les femmes

représentent moins de 10% des négociateurs de paix dans le monde et seulement 3% des signataires des accords de paix.

À cet égard, il est nécessaire d'inclure davantage de femmes dans les processus de paix afin qu'un plus large éventail de questions puisse être intégré dans les négociations.

Au cours de leur réunion annuelle tenue en juillet à Johannesburg, en Afrique du Sud, d'autres hauts responsables ont discuté de la nécessité d'accélérer les processus de prévention de la traite des personnes et d'accélérer les efforts pour parvenir à une représentation plus équilibrée et

plus équitable en politique et en prise de décision.

Les États membres qui n'ont pas signé l'Accord modifiant le Protocole de la SADC sur le genre et le développement ont été encouragés à le faire.

Dix États membres ont signé l'accord modifiant le protocole. Il s'agit de l'Angola, du Botswana, de la République démocratique du Congo, du Lesotho, de Madagascar, du Mozambique, du Royaume d'eSwatini, de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe. La Namibie et l'Afrique du Sud ont indiqué qu'elles signeront lors du Sommet de la SADC en Namibie. [sardc.net](http://sardc.net) □

## Les Jeunes défavorisés habilités à travers le tourisme

**CINQ JEUNES** femmes défavorisées du Parc Transfrontalier Ai / Ais Richtersveld ont été formées par Namibia Wildlife Resorts (NWR) et la Peace Parks Foundation (PPF) qui se sont engagées à aider un autre groupe de dix jeunes chômeurs du Hai - // om San et les communautés d'Ovahimba doivent être formées à l'hospitalité et au repérage.

L'objectif de la formation qui a débuté plus tôt cette année en Afrique du Sud est de permettre aux jeunes précédemment défavorisés d'acquérir des compétences viables qu'ils peuvent utiliser pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs communautés.

Ceci fait partie d'un programme continu de développement des jeunes que NWR facilite grâce à son mandat des deux pays qui sont partenaires dans l'aire de conservation transfrontalière, pour développer le tourisme dans le sud de la Namibie et le nord de l'Afrique du Sud.

La directrice générale, Zelna Hengari, a déclaré que NWR avait le "privilege de redonner aux communautés

environnantes" dans le but de créer "une génération qualifiée et bien informée sur le secteur".

Le ministère des Sports, de la Jeunesse et des Services nationaux de la Namibie gère des programmes visant à permettre aux jeunes de participer activement afin de devenir des membres responsables et autonomes de la communauté.

Le Ministère gère cinq centres de formation pour les jeunes, un système de crédit pour les jeunes, un programme de développement pour la santé des jeunes, un système de justice pour mineurs, une éducation environnementale, un développement rural pour les jeunes, des jeunes volontaires et un programme d'échange de jeunes. □

## Lancement du fonds de leadership de la femme africaine

**L'UNION AFRICAINE** a annoncé qu'elle créera un African Women Leadership Fund pour renforcer les entreprises appartenant aux femmes à travers le continent.

La secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Vera Songwe, a déclaré que le fonds vise à accélérer la croissance des entreprises dirigées par des femmes en Afrique.

"En fonction des ressources que nous collectons, et avec un objectif de 500 millions de dollars, nous allons créer un réseau de gestionnaires de fonds pour les jeunes femmes, les former pendant deux ans et les mettre sur le marché", a-t-elle déclaré.

Le fonds innovateur cherche à combler le fossé fondamental dans l'accès des femmes à l'architecture de financement. En tant que tel, il cherchera à réduire les obstacles des entreprises appartenant aux femmes, à promouvoir l'investissement dans les micro-entreprises et à faire passer les coopératives de femmes au niveau supérieur.

Le fonds se concentre sur la mobilisation de capitaux mondiaux pour constituer un cadre de gestionnaires de fonds pour les femmes africaines qui, à leur tour, investiront et développeront des entreprises et des micro-entreprises dirigées par des femmes africaines. [au.int](http://au.int) □

## Le Comité macroéconomique d'évaluation par les pairs de la SADC dit Performance mitigée sur la convergence macroéconomique

D'APRÈS UN rapport récent du Panel Macroéconomique d'évaluation par les Pairs (PRP) de la SADC, les États membres de la SADC ont montré des performances mitigées sur la mise en œuvre des objectifs de convergence macroéconomique régionale et sur l'identification des risques pour la croissance économique.

Le PRP a été établi par les ministres des finances et des investissements des États membres de la SADC et des gouverneurs des banques centrales pour évaluer et suivre le programme de convergence macroéconomique régional, y compris la mise en œuvre et les résultats.

L'examen porte sur les objectifs macroéconomiques fixés par les États membres dans le Protocole SADC sur les finances et l'investissement, qui vise à accélérer la croissance,

l'investissement et l'emploi dans la région grâce à une meilleure coopération, coordination et gestion des politiques macroéconomiques, monétaires et fiscales.

Le protocole, signé en août 2006 et entré en vigueur en avril 2010, vise à établir et à maintenir la stabilité macroéconomique en tant que condition préalable à une croissance économique durable. L'objectif ultime est de créer une union monétaire régionale.

La convergence macroéconomique signifie en définitive l'équilibre des économies des États membres à travers la SADC. Sans une telle convergence, les jalons d'intégration du libre-échange, de l'union douanière, d'un marché commun, de l'union monétaire et d'une monnaie unique ne peuvent avoir lieu.

Les objectifs de convergence macroéconomique consistent notamment à maintenir les taux d'inflation dans les États membres à des niveaux "bas et stables" et "à maintenir une orientation budgétaire prudente fondée sur la prévention des déficits budgétaires importants, la monétisation des déficits et l'augmentation des ratios dette au produit intérieur brut (PIB)."

La SADC a identifié les indicateurs suivants pour aider à mesurer les progrès vers la convergence macro-économique:

- Le taux d'inflation dans les États membres;
- Le ratio du déficit budgétaire au produit intérieur brut (PIB) dans membres;
- Le ratio dette publique / garantie publique par rapport au PIB dans les États membres, en tenant compte de la viabilité de cette dette; et

- La balance et la structure du compte courant d'un État membre.

Le Secrétariat de la SADC a créé une Unité de surveillance et de performance macroéconomique pour soutenir la mise en œuvre du Plan de développement stratégique indicatif régional à cet égard; planifier, faciliter, coordonner et suivre les politiques et programmes macroéconomiques en vue de promouvoir la libéralisation économique et le développement, le commerce et l'investissement; et réaliser la convergence macroéconomique dans la région de la SADC.

Les États membres examinent chaque année les performances des uns et des autres afin d'évaluer l'état de la mise en œuvre du programme de convergence macroéconomique conformément aux indicateurs et à leurs objectifs.

Depuis le lancement du PRP en mai 2013, tous les États membres à l'exception de Madagascar et des Seychelles ont été évalués par les pairs.

Selon le rapport du PRP, les résultats des examens de la convergence macroéconomique étaient mitigés, les États membres obtenant de bons résultats pour certains indicateurs, mais pas aussi bien pour d'autres. Les États membres n'ont pas été en mesure d'atteindre l'objectif régional de croissance de 7% du PIB, seule la République-Unie de Tanzanie enregistrant 7,1% en 2017, contre 7% en 2015 et 2016.

La plupart des États membres ont enregistré une inflation à un chiffre dans la fourchette cible régionale de 3 à 7%, à l'exception de l'Angola, de la République démocratique du Congo, de Madagascar, du Malawi et du Mozambique. □

## Cinq autres pays signent l'Accord sur la ZLE Continentale Africaine

LA ZONE de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est un pas de plus vers la réalité après la signature du texte consolidé par cinq autres pays le 1er juillet lors du 31ème sommet de l'Union africaine tenu à Nouakchott, en Mauritanie.

Les cinq pays sont le Burundi, le Lesotho, la Namibie, la Sierra Leone et l'Afrique du Sud, ce qui porte le nombre total de pays africains ayant signé l'accord à 49 sur 55 États membres de l'UA.

Les six pays qui n'ont pas encore apposé leur signature sont le Botswana, le Cap-Vert, l'Érythrée, la Guinée-Bissau, le Nigéria, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie.

La ZLEC vise à promouvoir la circulation harmonieuse des biens et des services à travers les frontières, et à permettre aux pays membres d'harmoniser les

politiques commerciales régionales pour promouvoir l'égalité de la concurrence et l'accroissement des échanges.

Une fois pleinement opérationnelle la ZLEC devrait faire passer le commerce intra régional africain de 10% à 40%.

La ZLEC représente également une déclaration audacieuse et une opportunité importante pour le continent de redresser les vulnérabilités des économies africaines dans l'ordre économique mondial, qui a vu le continent commercer plus avec le monde extérieur qu'avec l'Afrique.

Cette structure commerciale signifie que les ressources destinées à développer l'Afrique sont expédiées et échangées ailleurs, ce qui améliore les économies des autres pays d'Europe, d'Asie et des États-Unis.



Les déséquilibres actuels sont causés par divers facteurs, notamment l'imposition de barrières non tarifaires entre les pays africains et les infrastructures médiocres construites à l'époque coloniale pour faciliter le commerce avec l'Europe plutôt que la fluidité des échanges de biens, de services et de personnes entre pays africains.

Un autre facteur important est l'absence d'un secteur industriel dynamique et la prédominance du commerce des ressources primaires non transformées. □



## La SADC explore l'utilisation du gaz naturel pour le développement régional

par Kumbirai Nkhongo

LA SADC explore des moyens d'exploiter le potentiel des réserves massives de gaz naturel qui existent dans la région.

Le Président des ministres de l'énergie de la SADC, l'Honorable Jeff Radebe a déclaré lors d'un atelier ministériel sur l'infrastructure gazière régionale et le développement des marchés que l'exploitation du gaz naturel améliorerait la situation énergétique de la région et contribuerait au mixe énergétique régional, dominé par le charbon.

L'Afrique australe possède certains des plus importants gisements de gaz naturel au monde.

L'Angola a des réserves de gaz naturel estimées à 11 billions de pieds cubes (tcf), tandis que le Mozambique a découvert plus de 180 tcf de gaz et il y a un potentiel pour que cela soit doublé d'ici 2030.

La République-Unie de Tanzanie a fait d'importantes

découvertes de gaz et compte actuellement plus de 57 tcf de réserves prouvées de gaz.

En Namibie, il y a environ 1,3 tcf de réserves prouvées de gaz avec un potentiel estimé de 9 tcf.

Le développement du projet gazier de Kudu devrait permettre de relever certains des défis énergétiques en Namibie. Le gaz produit par le champ de Kudu sera transporté par un pipeline de 170 km jusqu'à une centrale électrique qui sera construite et située à Uubvlei, à environ 25 kilomètres au nord d'Oranjemund, dans le sud de la Namibie.

La National Petroleum Corporation et ses partenaires, y compris NamPower, seront responsables du forage des puits de production, de l'installation des équipements sous-marins et du système de production flottant, de la production de gaz, ainsi que du conditionnement et du transport du gaz vers la centrale.

Le Botswana, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont des réserves de gaz non classiques en quantités importantes sous la forme de méthane de houille et de gaz de schiste.

Pour réaliser pleinement ce potentiel, la SADC doit développer des méthodes innovantes d'exploration de la ressource.

Les réserves de gaz naturel dans la région de la SADC offrent une opportunité importante d'industrialisation qui peut stimuler la croissance économique, créer des emplois et attirer de nouveaux investissements dans la région et augmenter considérablement l'accès à l'énergie", a déclaré M. Radebe à l'atelier tenu en juin à Johannesburg.

"Cette énorme opportunité ne peut être réalisée que si la région développe l'infrastructure nécessaire de traitement, de transport et de distribution du gaz pour approvisionner le marché régional afin que la SADC ne se limite pas à être un exportateur de gaz."

À cet égard, l'un des plans explorés par la SADC est la possibilité d'établir un complexe industriel de gaz naturel de la SADC conçu pour interconnecter la chaîne de valeur de la production de gaz dans la région.

Cela impliquera des investissements importants pour mettre en place une infrastructure de traitement, de transport et de distribution du gaz qui relierait efficacement les centres de production de gaz aux marchés énergétiques locaux et régionaux.

Parmi les exemples de projets gaziers régionaux réussis en Afrique figurent le gazoduc reliant le Mozambique (Temane / Pande) à l'Afrique du Sud (Secunda) ainsi que le gazoduc ouest-africain, impliquant le Nigeria, le Bénin, le Togo et le Ghana.

En plus de développer un complexe industriel de gaz naturel, la SADC doit mettre en place des cadres politiques et réglementaires viables et dynamiques pour faire du développement de cette infrastructure une réalité et attirer des investissements.

"Les avantages économiques de l'extraction de gaz, de l'infrastructure et du développement des marchés dans la région de la SADC sont de stimuler l'activité productive et de contribuer positivement au produit intérieur brut (PIB)", a déclaré M. Radebe.

Les ministres de l'Énergie ont noté que l'exploitation des vastes réserves de gaz naturel, de gaz de schiste et de méthane de houille disponibles dans les États membres de la SADC créerait des opportunités d'emplois importantes et contribuerait des milliards de dollars au PIB régional par an.

Le gaz naturel a diverses utilisations potentielles dans la SADC. Il peut être utilisé pour produire de l'électricité ou comme matière première chimique dans les procédés industriels ou comme carburant pour les véhicules. Une autre utilisation potentielle du gaz est dans la production d'engrais.

Par conséquent, l'exploration du gaz naturel représente une opportunité importante pour la SADC de relever ses défis énergétiques et de faire avancer le programme d'industrialisation et d'approfondir l'intégration.

L'un des principaux avantages du gaz est qu'il a un faible profil d'émission de carbone, ce qui en fait une source d'énergie plus propre par rapport aux autres combustibles fossiles. En plus de cela, il est également abordable, sécurisé et fiable. □

### Le Sous-comité interétatique sur le pétrole et le gaz de la SADC

LA SADC a établi un sous-comité interétatique sur le pétrole et le gaz pour assurer l'inclusion et la promotion du gaz naturel dans le mixe énergétique régional et de faciliter « un accès universel accru à l'énergie ainsi que le développement industriel dans la SADC

Ceci est conforme à une proposition faite par le 37<sup>ème</sup> Sommet de la SADC de créer un organisme régional qui devrait développer une stratégie pour faciliter l'exploitation des vastes ressources de gaz naturel dans la région.

En mai, le Secrétariat de la SADC a convoqué une réunion de la SADC des sous-comités de l'énergie électrique et du gaz de pétrole pour discuter et valider le mandat du Comité régional interétatique sur le pétrole et le gaz.

Le résultat du sous-comité a été approuvé par les ministres de l'énergie de la SADC en juin. Les ministres ont réaffirmé leur engagement commun à :

- ❖ Améliorer l'accès à une énergie fiable, abordable et sûre pour lutter contre la pauvreté, encourager le développement économique et améliorer la qualité de la vie dans la région de la SADC; et,
- ❖ Établir un plan directeur gazier pour l'ensemble de la région, conformément aux principes du Protocole de la SADC sur l'énergie, ainsi qu'aux objectifs du cadre stratégique pour l'industrialisation de la SADC. □



## La Stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC Lancées dans sept États membres, cinq autres d'ici décembre

**LA STRATÉGIE** et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC ont été lancées dans sept États membres depuis leur adoption en avril 2015 et seront étendues à cinq autres pays d'ici décembre.

Le Directeur chargé du développement industriel et commercial du Secrétariat de la SADC, Tapiwa Samanga, a indiqué que les sept premiers sont l'Angola, le Botswana, le Royaume d'eSwatini, le Lesotho, Madagascar, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

L'objectif est d'atteindre un total de 12 pays d'ici la fin de l'année.

Samanga a déclaré que l'exercice de lancement a impliqué de travailler avec divers ministères et départements gouvernementaux, ainsi qu'avec le secteur privé et la société civile.

"Ensemble avec ces États membres (les sept premiers), nous avons discuté des éléments clés de la stratégie, discuté des attentes et des obligations de chaque État membre dans la mise en œuvre de la stratégie.

"Nous avons également aidé à établir les coûts de la coordination publique nationale indicative pour la mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation de la SADC et sa feuille de route pour assurer la mise en œuvre efficace de la stratégie."

Il a déclaré qu'au niveau régional, le Secrétariat de la SADC a jusqu'à présent facilité deux Semaines d'industrialisation pour vulgariser la stratégie et obtenir un soutien pour sa mise en œuvre.

La Semaine de l'industrialisation donne l'occasion aux gouvernements régionaux et au Secrétariat de s'engager et de travailler en réseau avec le secteur privé, qui

est un acteur clé du programme d'industrialisation.

La première Semaine d'industrialisation de la SADC s'est tenue en août 2016 en marge du 36ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC à Ezulwini, Royaume d'eSwatini.

La deuxième a eu lieu en Afrique du Sud en 2017 avant le 37ème Sommet de la SADC, tandis que la troisième semaine de l'industrialisation est prévue pour la Namibie du 30 juillet au 1er août et aura pour thème "L'industrialisation et l'autonomisation des jeunes pour un développement durable".

Le thème prend en compte le besoin d'infrastructures adéquates pour soutenir l'industrialisation et la nécessité de mobiliser les jeunes, qui constituent la majorité de la population de la SADC.

Samanga a déclaré que les jeunes sont des parties prenantes importantes dans le programme d'intégration car « dans 45 ans, lorsque la stratégie prendra fin en 2063, les jeunes d'aujourd'hui seront les bénéficiaires des éléments clés contenus dans la stratégie. »

Il a déclaré que toutes les parties prenantes devraient jouer un rôle actif dans la vulgarisation de la stratégie et assurer sa réussite.

Concernant les chaînes de valeur régionales, a-t-il dit, la SADC a identifié les secteurs minier, agroalimentaire et pharmaceutique comme des secteurs critiques pour l'industrialisation et l'intégration régionales.

Le Secrétariat travaille sur le profil du secteur de la transformation agroalimentaire, en examinant des détails pratiques tels que les produits à fort potentiel, les modes et les

coûts de transport des biens et services, les marchés de produits, les prix, la production et les modalités commerciales.

Entre avril 2018 et mars 2019, le Secrétariat de la SADC et les États membres visent à lancer la mise en œuvre de projets de la chaîne de valeur régionale couvrant le cuir et les produits associés, soja, aquaculture, fer et acier, cuivre, engrais et médicaments antirétroviraux (ARV).

Le Secrétariat facilite également l'élaboration d'un Protocole sur l'industrie pour fournir un cadre juridique au processus d'industrialisation dans la région, en particulier pour soutenir les chaînes de valeur régionales.

Samanga a indiqué qu'un fournisseur de services avait déjà commencé à travailler sur un projet de protocole sur l'industrie, qui devrait être prêt d'ici mars 2019. [sadc.int](http://sadc.int) □

### Stratégie et feuille de route pour l'industrialisation de la SADC

**LA STRATÉGIE** et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC ont été approuvées en avril 2015 lors d'un sommet extraordinaire tenu à Harare, au Zimbabwe.

Il s'agit d'un plan inclusif de modernisation et de transformation économique à long terme qui devrait permettre un développement économique substantiel et durable pour élever le niveau de vie et réaliser la vision de la SADC d'une région unifiée, prospère et intégrée.

La stratégie repose sur trois piliers: l'industrialisation, la compétitivité et l'intégration régionale. Des interventions stratégiques pour chacun de ces piliers sont proposées dans le plan d'action. Notamment:

- ❖ Un environnement de politique amélioré pour le développement industriel d'ici 2020;
- ❖ Croissance du volume et de l'efficacité des investissements des secteurs public et privé dans l'économie de la SADC;
- ❖ Création de chaînes de valeur régionales et participation à des processus mondiaux connexes;
- ❖ Augmentation de la valeur ajoutée pour les produits et services agricoles et non agricoles.

Pour soutenir la mise en œuvre, un plan d'action chiffré pour la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC a été adopté lors d'un sommet extraordinaire qui s'est tenu en mars 2017 au Royaume d'eSwatini.

Le plan d'action vise à établir un schéma de mise en œuvre cohérent et synergique contenant des options stratégiques et des politiques générales en vue de la réalisation progressive des objectifs assortis d'échéances définies dans la stratégie et la feuille de route.

Le plan d'action se concentre sur les 15 premières années du calendrier stratégique. □

# Vers une économie bleue de la SADC

par Joseph Ngwawi

LA SADC s'achemine vers une stratégie visant à développer une économie maritime florissante et à exploiter tout le potentiel des activités maritimes d'une manière écologiquement durable.

Le Secrétariat de la SADC prépare un document de discussion à utiliser pour développer une stratégie régionale de l'économie bleue, et prévoit également de commanditer une étude sur les opportunités et les menaces à l'Initiative de l'économie bleue de la SADC.

Le Plan de développement stratégique indicatif régional révisé de la SADC (2015-2020) et la Stratégie et la Feuille de route pour l'industrialisation (2015-2063) identifient tous deux l'économie bleue comme des zones potentielles de croissance durable dans la région.

La stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC (2015-2063) exigent que l'Initiative de l'économie bleue soit intégrée dans le développement de l'infrastructure requise pour accélérer l'industrialisation.

Certains États membres tels que l'Afrique du Sud, les Seychelles et Maurice ont élaboré des stratégies d'économie bleue et des mécanismes institutionnels au niveau national.

L'investissement dans le développement et la modernisation des ports et des corridors maritimes régionaux est considéré comme crucial pour faciliter la mise en place de réseaux de transport maritime viables en tant que facilitateurs de participation aux chaînes de valeur régionales et mondiales.

Le SISR affirme également que les ressources océaniques devraient être exploitées de manière durable afin de minimiser l'impact négatif sur l'environnement; et que le développement durable de la richesse océanique devrait être soutenu par une planification, des politiques et des cadres réglementaires cohérents.

L'économie bleue conceptualise les océans comme des « espaces de développement » où la planification coordonnée intègre la conservation, l'utilisation durable, l'extraction de richesses pétrolières et minérales et le transport maritime.

L'initiative brise le moule du modèle de développement « brun » où les océans ont été perçus comme un moyen d'extraction gratuite des ressources et de déversement des déchets.

Le concept reconnaît la productivité des écosystèmes océaniques sains en tant que moyen de sauvegarder des économies océaniques

durables, et de faire en sorte que les petits États insulaires en développement et d'autres pays côtiers tirent profit de leurs ressources marines.

Les eaux océaniques et intérieures telles que les mers, les lacs, les rivières et les réservoirs offrent des avantages significatifs à l'humanité, notamment:

- ✓ Sécurité alimentaire et nutritionnelle de la pêche et de l'aquaculture;
- ✓ Développement économique et social de la pêche et de l'aquaculture, du tourisme marin et côtier, du transport maritime, des mines et de l'énergie; et
- ✓ Services écosystémiques tels que la séquestration du carbone, la filtration de l'eau, la régulation de l'atmosphère et de la température, la protection contre l'érosion et les phénomènes météorologiques extrêmes.

Cependant, l'Afrique australe a connu une érosion rapide de la base d'actifs des océans et des eaux intérieures en raison de la surpêche, de la pollution d'origine tellurique, de la déforestation des mangroves, du changement climatique et de l'acidification des océans.

En conséquence, il est nécessaire de changer de paradigme pour réaliser le plein potentiel des océans et des eaux intérieures.

Cela exigera que la région adopte une nouvelle approche responsable, durable et plus écologiquement, socialement et économiquement efficace.

Cette initiative arrive à un moment crucial où le besoin de nourriture et de ressources de l'océan et des eaux intérieures augmente rapidement pour répondre aux besoins de la population croissante.

Le concept d'économie bleue est approprié pour la région de la SADC puisque plus de la moitié de ses 16 États membres sont des pays côtiers ou océaniques.

Huit États membres de la SADC - Angola, Madagascar, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud et République-Unie de Tanzanie - sont des États côtiers ou océaniques.

La SADC explore des moyens de développer l'économie bleue de la région afin de développer des options d'énergie renouvelable en exploitant des sources telles que l'énergie marémotrice, les courants océaniques et la conversion de l'énergie thermique des océans.

La stratégie de développement de l'économie bleue est opportune pour la région de la SADC, qui a connu des découvertes importantes de grandes réserves de pétrole et de gaz naturel dans des pays comme



le Mozambique, la Namibie et la Tanzanie ces dernières années, indiquant un énorme potentiel d'exploitation de la ressource dans la région.

La côte est de la région de la SADC a émergé ces dernières années comme l'un des points les plus brillants du paysage énergétique mondial, avec de grandes découvertes de gaz naturel au Mozambique et en Tanzanie.

L'exploration a eu lieu dans d'autres États membres de la SADC, bien que le montant exact des réserves soit inconnu pour ces pays.

Les nouvelles découvertes de gaz naturel offshore le long de la côte mozambicaine devraient être un « second souffle » pour le pays et la région.

Le pays a estimé les réserves de gaz naturel récupérables à environ 100 billions de pieds cubes (tpi) de gaz, ce qui est suffisant pour satisfaire la consommation de gaz d'un an des États-Unis et d'autres pays occidentaux.

La Tanzanie possède des réserves de gaz naturel prouvées de 57 tcf provenant de sa région offshore profonde.

La découverte d'énormes réserves de gaz naturel a abouti à la création du Comité inter-États du gaz de la SADC. Le Comité est chargé d'assurer l'inclusion et la promotion du gaz naturel dans le mixe énergétique régional et de faciliter « un accès universel accru à l'énergie ainsi que le développement industriel dans la SADC »

En plus des découvertes de pétrole et de gaz, il y a un grand potentiel d'exploration d'autres ressources océaniques dans d'autres États membres de la SADC.

Par exemple, la Namibie a d'importantes réserves de guano, un engrais très efficace fabriqué à partir des excréments d'oiseaux de mer ou de chauves-souris qui contiennent une teneur élevée en azote, phosphate et potassium, trois nutriments essentiels à la croissance des plantes.

L'exploration des ressources océaniques n'a pas été faite de manière exhaustive dans la plupart des États membres de la SADC et il y a beaucoup plus à apprendre sur les ressources marines non découvertes.

L'économie bleue englobe un éventail de parties prenantes, y compris les secteurs maritimes traditionnels et émergents tels que la pêche, l'aquaculture, le transport maritime, le pétrole et le gaz offshore, la bio prospection, l'exploitation minière marine ainsi que la communauté scientifique, les défenseurs de l'environnement, les décideurs et la société civile.

Le lien entre la santé des océans et le développement humain est explicitement reconnu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD) associés, notamment l'ODD 14, qui exige que les États membres conservent et utilisent durablement les océans, les mers et les ressources marines pour le développement durable".

Ces tendances sont également visibles dans les débats politiques africains. L'ancienne présidente de la Commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma, a qualifié l'économie bleue de « dimension maritime de

la Renaissance africaine" tandis que l'Agenda 2063 de l'UA considère l'économie bleue comme un facteur majeur de transformation et de croissance continentales.

Au centre de ce changement se trouve la stratégie maritime intégrée 2050 de l'Afrique (Stratégie AIM 2050), un plan global visant à « favoriser la création de richesses des océans, des mers et des voies navigables en Afrique en développant une économie maritime florissante des activités en mer d'une manière écologiquement durable."

La Stratégie AIM 2050 indique clairement que l'approche africaine de l'économie bleue inclut non seulement son domaine maritime mais aussi les organismes des eaux continentales du continent, soulignant ainsi la pertinence de l'économie bleue pour tous les États africains, y compris les États enclavés.

Plus récemment, la Charte africaine sur la sécurité, la sûreté et le développement maritimes en Afrique (également connue sous le nom de Charte de Lomé) a été adoptée pour traiter des composantes clés du programme de l'économie bleue régionale.

Le concept d'économie bleue a été débattu dans divers forums et adopté par plusieurs institutions telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation des Nations Unies pour l'environnement et l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.

Il a occupé une place prépondérante lors de Rio + 20, dont les résultats se sont avérés être de puissants catalyseurs pour la mise en œuvre d'engagements antérieurs et nouveaux sur les océans et les eaux intérieures pour restaurer, exploiter et conserver les ressources aquatiques. □



## Coopération transfrontalière sur les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement

par Eglina Tauya

UNE ÉVALUATION socio-économique du projet d'alimentation en eau et d'assainissement de Chirundu entre la Zambie et le Zimbabwe commencera bientôt à la poursuite des objectifs d'intégration régionale et de réduction de la pauvreté grâce à l'infrastructure hydraulique.

L'évaluation vise à permettre aux deux pays de préparer des projets bancables pour accéder au financement des infrastructures hydrauliques.

Une fois l'évaluation achevée, la Zambie et le Zimbabwe devraient comprendre les conditions sociales et économiques qui prévalent de chaque côté du fleuve Zambèze en ce qui concerne le développement d'un projet transfrontalier conjoint à Chirundu.

L'évaluation permettra aux principales parties prenantes de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement de chaque côté de la frontière d'être pleinement impliquées et de s'approprier la formulation d'idées et d'options pour un approvisionnement en eau transfrontalier et l'assainissement en tenant compte des différents groupes sociaux dans les deux villes de Chirundu en Zambie et de Chirundu au Zimbabwe.

Le projet commun d'approvisionnement en eau et d'assainissement devrait être un vecteur de coopération transfrontalière réduisant les conflits grâce à une meilleure fourniture d'infrastructures hydrauliques aux deux États membres de la SADC.

Chirundu est le réseau de transport régional le plus fréquenté en Afrique orientale et australe, transportant 5,8 millions de tonnes de trafic transfrontalier réparti entre trois groupes économiques régionaux, la SADC, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe et la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Le Corridor Beira-Lobito passe également par Chirundu, faisant de la colonie un hub de route commerciale et une convergence de tous les corridors de la sous-région, y compris le Kalahari.

Le volume élevé de trafic à travers la frontière a apporté des opportunités commerciales à Chirundu, mais a également placé les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement existants sous une pression supplémentaire, augmentant le risque de maladies d'origine hydrique.

A mesure que la population augmente dans les deux villes, il est nécessaire que le système d'approvisionnement en eau et d'assainissement soit correctement planifié avant que les densités de peuplement n'atteignent un niveau critique au-delà duquel créer des servitudes serait impossible sans démolitions de propriété.

Le projet conjoint transfrontalier d'approvisionnement en eau et d'assainissement fera partie de la mise en œuvre du plan directeur régional de développement des infrastructures dirigé par le plan d'action stratégique régional de la SADC sur la phase IV (2016-2020) de développement et de gestion intégrée des ressources en eau.

Un projet similaire d'approvisionnement en eau et

d'assainissement à Mwami Border entre la Zambie et le Malawi, sous l'égide du CRIDF (Climate Resilience Infrastructure Development Facility), vise à desservir 6 000 voyageurs publics et 1 500 maisons dans les villes frontalières de Mwami, Mchinji et Chanida.

Deux autres projets sont déjà mis en œuvre entre le Mozambique et le Royaume d'Eswatini dans les villes frontalières de Lomahasha / Namaacha et dans les villes frontalières de Tunduma et de Nakonde entre la Tanzanie et la Zambie.

La SADC recherche donc davantage de projets qui peuvent être mis en œuvre en utilisant le même modèle, mais qui ont un lien étroit avec l'initiative du corridor de transport de la SADC et la stratégie et le plan d'action régional d'industrialisation.

Conformément à ce programme, la Zambie et le Zimbabwe ont accepté de mener une étude de pré faisabilité et une étude d'impact sur l'environnement pour le projet transfrontalier de Chirundu avec le soutien technique de la SADC et de la Coopération allemande au développement avec le cofinancement du Département Britannique de Développement International.

Alors que le CRIDF a mené une étude de faisabilité pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement à Chirundu en 2016, cette étude a été jugée inadéquate. L'étude du CRIDF s'est concentrée uniquement sur la zone urbaine du côté zambien, laissant le côté zimbabwéen et la zone

environnante, en particulier dans la définition des scénarios futurs.

La SADC considère donc qu'il est impératif qu'une étude de faisabilité soit entreprise pour un projet commun pour l'ensemble de la colonie de Chirundu.

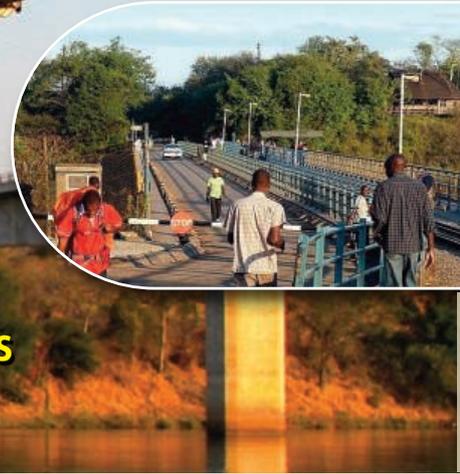
L'étude proposée fournira d'autres informations de base et précisera la portée et la conception du projet ainsi que les termes de référence pour la conception technique détaillée du projet.

La distribution du service d'eau est généralement insuffisante à Chirundu en partie à cause de l'éclatement des conduites d'eau souvent causé par les éléphants qui endommagent les conduites d'eau pour accéder à l'eau potable. Les coupures d'eau résultant des pannes d'électricité sont également expérimentées.

Les ménages, les installations institutionnelles et commerciales sont soit reliés à un réservoir spécifique ou à un système d'évacuation des eaux usées réticulé, tandis que la plupart des lieux publics tels que les terminus d'autobus et les places de marché disposent de toilettes Blair.

Les résidents des habitats informels utilisent des latrines sèches à fosse individuelles de base et des toilettes publiques, alors qu'un nombre important d'entre eux utilisent la défécation à l'air libre.

Le traitement des eaux usées se fait par des bassins de stabilisation des déchets, mais dans les deux villes, la capacité de conception des installations de traitement d'origine a longtemps été dépassée, laissant des eaux usées partiellement traitées s'écouler dans le Zambèze. □



## Convention sur la Diversité Biologique ...La SADC adoptera une position commune

par Kumbirai Nhongo

LA SADC est en train d'élaborer une position commune sur l'utilisation des ressources biologiques pour le développement durable.

Une position commune est essentielle pour relever certains défis auxquels la région est confrontée, notamment la surexploitation et la dégradation de l'environnement, ce qui a, en retour, réduit la quantité et la qualité des ressources biologiques.

Les ressources biologiques sont généralement définies comme des ressources génétiques, des organismes ou des parties de ceux-ci, des populations ou toute autre composante biotique des écosystèmes qui ont une valeur ou une utilité réelle ou potentielle pour l'humanité.

La position commune de la SADC servira de cadre d'orientation pour la région dans toutes ses négociations sur les ressources biologiques.

Des négociations mondiales sur les ressources biologiques auront lieu lors de la prochaine 14<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP14) à la Convention sur la diversité biologique de la Convention sur la diversité biologique (CDB) prévue pour l'Égypte en novembre.

La Convention a adopté deux accords supplémentaires - le Protocole de Carthagène sur la biosécurité et le Protocole de Nagoya sur l'Accès aux Ressources Génétiques et le Partage Juste et Équitable des avantages découlant de leur utilisation, également connu sous le nom de Protocole de Nagoya

sur l'Accès et le Partage des Avantages (APA).

Une position commune à la CDB permettra aux États membres de la SADC d'aligner les politiques et les stratégies pour une utilisation durable des ressources biologiques et de sensibiliser mutuellement à la conservation de ces ressources.

Les 16 États membres de la SADC sont tous signataires de la CDB, communément appelée la Convention sur la biodiversité, du Protocole de Cartagena sur la biosécurité et du Protocole de Nagoya sur l'APA.

En fait, tous les pays de la SADC ont désigné des Points Focaux Nationaux pour la CDB ainsi que pour le Protocole de Cartagena sur la biosécurité et le Protocole de Nagoya sur l'APA.

D'abord discutée au Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio de Janeiro au Brésil en juin 1992, la CDB est entrée en vigueur en décembre 1993. Cependant, la Convention n'a été adoptée que lors de la COP10 qui s'est tenue en 2010 à Nagoya, au Japon.

La CDB est un traité international juridiquement contraignant qui a trois objectifs principaux: la conservation de la biodiversité; l'utilisation durable de la biodiversité; le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

Le Protocole de Cartagena sur la biosécurité vise à protéger la diversité biologique contre les risques potentiels posés par les organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne.

Le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages vise à faire en sorte que les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques soient partagés de manière juste et équitable.

À cet égard, la prochaine COP 14 de la CDB offrira à la communauté mondiale l'occasion de proposer conjointement des stratégies pour atténuer l'impact négatif de l'activité humaine sur la vie végétale et animale, y compris leurs écosystèmes.

La SADC devait convoquer un atelier régional pour développer sa position commune sur les trois accords mondiaux, qui s'inscrit dans le cadre du Programme de la SADC sur l'utilisation transfrontalière et la protection des ressources naturelles visant à améliorer la mise en œuvre des protocoles et stratégies de la SADC pour la gestion durable des ressources naturelles par les acteurs régionaux et nationaux.

Les questions de biodiversité sont une priorité pour la SADC. En fait, la région possède un riche patrimoine naturel d'importance mondiale pour le climat et la diversité biologique du monde.

Selon la Stratégie régionale pour la biodiversité de la SADC, plus de 40 pour cent des espèces de la région sont endémiques et ne se trouvent que dans leur emplacement actuel.

L'Afrique du Sud se classe au troisième rang des pays les plus biologiquement diversifiés au monde, tandis qu'à Madagascar, la richesse des espèces endémiques par rapport à la superficie des terres est sans précédent.

Le lac Malawi / Nyasa / Niassa et le lac Tanganyika contiennent un très grand nombre d'espèces d'eau douce, tandis que les zones boisées du Miombo central zambézien en Zambie et en Tanzanie sont un centre de diversité d'oiseaux et de papillons.

Le Botswana abrite la plus grande population d'éléphants d'Afrique, tandis que la Tanzanie abrite la plus grande population de lions restants.

Les ressources biologiques telles que les produits végétaux et animaux, le bois et le tourisme faunique représentent également une part importante du produit intérieur brut de la SADC et constituent une source de subsistance pour la majorité des citoyens de la région.

En dépit de cette richesse biologique, la région continue de faire face à des défis de développement économique en grande partie dus aux difficultés fréquemment rencontrées pour exploiter de manière équitable et durable le capital des ressources naturelles.

Pour relever ces défis, la SADC a développé diverses stratégies pour s'assurer que ses ressources biologiques bénéficient pleinement aux peuples de la région.

La région reconnaît également que la conservation réussie et l'utilisation durable des ressources biologiques de la région dépendent de la coopération transfrontalière entre les États membres et au-delà.

La COP14 se tiendra du 10 au 22 novembre à Sharm El-Sheikh, en Égypte. □



ZIMBABWE ELECTORAL COMMISSION

## 30 juillet : Élection harmonisée Le Zimbabwe vote

LES ZIMBABWÉENS se rendent aux urnes le 30 juillet pour des élections harmonisées afin d'élire leur président, leurs parlementaires et leurs conseillers.

Un total de 23 candidats à la présidence a déposé des documents de candidature pour la contestation de l'élection, le plus grand nombre de candidats à la présidentielle jamais enregistré dans le pays.

Les candidats comprennent le président actuel Emmerson Mnangagwa, qui est le chef du parti au gouvernement, le Front patriotique de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (Zanu PF) et Nelson Chamisa du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), une coalition de sept partis politiques d'opposition.

Parmi les autres candidats en lice pour la présidence figurent un ancien vice-Premier ministre, le Dr Thokozani Khupe, et un ancien vice-président, le Dr Joyce Mujuru. Ils sont parmi les quatre femmes qui contestent la présidence.

Khupe dirige la formation du MDC-Tsvangirai (MDC-T) et a été engagé dans une affaire juridique concernant l'utilisation du nom et des symboles du MDC-T à la suite du décès de l'ancien leader, Morgan Tsvangirai. Mujuru a été adjoint à l'ancien président Robert Mugabe pendant une décennie jusqu'en 2014 et est maintenant le leader de la People's Rainbow Coalition.

L'élection marque la première fois que les deux principaux partis politiques présentent de nouveaux candidats à la présidence.

Le Zanu PF a élu Mnangagwa comme leader de parti, devenant ainsi Chef de l'État selon la Constitution après la démission de Mugabe en novembre 2017, tandis que Chamisa et Khupe ont repris deux parts du MDC après la mort de Tsvangirai en février de cette année.

Si aucun candidat ne remporte 50 pour cent plus un à l'élection présidentielle, il y aura un second tour le 8 septembre.

Selon la Commission électorale du Zimbabwe (ZEC), 5 695 706 électeurs éligibles étaient inscrits au 9 juillet. Parmi ceux-ci, 3 073 190 ou 54 sont des femmes, le reste sont des hommes.

Plus de 120 partis politiques se sont inscrits pour participer aux élections avec plus de 50 partis présentant des candidats aux élections législatives.

Des représentants de 46 pays et de 15 organisations régionales et internationales ont accepté l'invitation à observer les

élections, notamment celles de la Communauté de développement de l'Afrique australe et de l'Union africaine, du Commonwealth, de l'Union européenne, des États-Unis et des Nations Unies.

Certaines organisations régionales telles que la SADC et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) ont commencé à envoyer leurs missions en mai et en juin pour évaluer l'état de préparation aux élections. Conformément à la tradition, les élections sont

observées en trois phases : - phases pré-électorale, électorale et post-électorale.

Lors des dernières élections tenues en 2013, le Zanu PF a remporté les élections présidentielles avec 61% des voix contre 34% pour le MDC-T.

Lors des élections législatives, le Zanu PF a remporté 76 sièges, soit 76% des 210 sièges électifs à l'Assemblée nationale, ce qui lui a donné plus que la majorité des deux tiers. Le MDC-T a obtenu 50 sièges, soit environ 24% des voix. □

## Élections au Zimbabwe: Vers la parité des sexes

par Pedzisai Munyoro

LA CONSTITUTION du Zimbabwe stipule que toutes les mesures doivent être prises pour garantir que les femmes et les hommes participent également aux processus de prise de décision.

Un total de 17 documents juridiques a été adopté pour faire progresser le programme d'égalité entre les sexes, et la Commission du Zimbabwe sur le genre est chargée de promouvoir l'égalité des sexes par l'éducation publique, la recherche, les enquêtes et le suivi.

Malgré les progrès réalisés en termes d'environnement juridique et politique, il reste encore beaucoup à faire avant de parvenir à l'égalité des sexes dans les postes de décision. Le processus électoral actuel fournit des indicateurs encourageants et des certaines disparités.

Au total, 1 648 candidats ont déposé des documents de candidature pour les élections à l'Assemblée nationale, dont 789 femmes (48%).

Sur les 789 femmes qui ont déposé une déclaration de candidature, 247 l'ont fait en tant que candidates indépendantes, ce qui indique que les partis politiques ne font pas assez pour encourager la représentation des femmes dans la prise de décision politique. Pourtant, les femmes constituent plus de la moitié de

la population dans la plupart des pays de la SADC, et se rendent généralement en grand nombre le jour du scrutin pour voter.

Le Zanu PF et l'Alliance MDC présenteront un total de 296 candidates aux élections législatives - le Zanu PF a 151 candidates tandis que l'Alliance MDC en compte 145.

Le Zimbabwe utilise un système de scrutin uninominal à un tour pour les élections législatives et locales où le candidat ayant obtenu le plus de voix gagne. L'Assemblée nationale est composée de 210 membres élus et de 60 sièges supplémentaires réservés aux femmes.

Il y a six sièges réservés aux femmes dans chacune des 10 provinces administratives du Zimbabwe, les membres étant élus selon un système de représentation proportionnelle (RP) basé sur les votes exprimés pour les candidats représentant les partis qui contestent les élections législatives dans chacune des provinces.

En vertu de la nouvelle Constitution adoptée en mai 2013, la disposition relative aux sièges réservés aux femmes s'appliquera à deux élections, ce qui signifie que 2018 est la dernière date à laquelle cela s'appliquera.

Le Sénat est composé de 80 membres, comprenant six représentants élus, élus à la PR de chacune des 10 provinces ainsi

que deux représentants des personnes handicapées.

Le reste sera constitué de 18 chefs traditionnels, comprenant le président et le vice-président du Conseil national des chefs et deux chefs de huit provinces, à l'exclusion des deux provinces métropolitaines de Harare et de Bulawayo.

Le Zimbabwe a introduit un système de « liste zébrée » pour la nomination des candidats au Sénat pour la première fois aux élections de 2013. Dans ce système, les partis politiques sont tenus de présenter des listes de candidats montrant des femmes et des hommes en alternance, avec une femme en tête de chaque liste.

Le système de la liste zébrée est utilisé pour les élections parlementaires et locales dans d'autres États membres de la SADC tels que le Lesotho, la Namibie et l'Afrique du Sud. La Namibie a le plus grand nombre de femmes au parlement dans la région avec 46,2%.

Par conséquent, les partis politiques doivent prendre les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'égalité et l'équité entre les sexes soient ancrées et solidement enracinées au niveau des partis. Une façon de remédier à cette disparité consisterait à étendre le système de la "liste zébrée" à la nomination des candidats à l'Assemblée nationale et aux conseils locaux. □





## Réunion inaugurale du Groupe Thématique Paix et Sécurité au secrétariat de la SADC

LE NOUVEAU Groupe thématique Paix et sécurité (GTPS) s'est réuni pour la première fois le 25 mai 2018 au siège de la SADC.

Le PSTG a trois objectifs spécifiques:

- ❖ Premièrement, fournir une plate-forme pour le partage d'expériences et d'informations sur la paix et la sécurité dans la région;
- ❖ Deuxièmement, engager les PIC sur les questions relatives à la paix et à la sécurité et tracer la voie à suivre dans les domaines de préoccupation pour la consolidation de la paix et de la sécurité dans la région; et,
- ❖ Troisièmement, faciliter la mobilisation des ressources pour les activités de paix et de sécurité de la SADC conformément au Plan de mise en œuvre chiffré de la paix et de la sécurité (2016-2021).

La réunion inaugurale a réuni des représentants du Secrétariat de la SADC et des organisations subsidiaires telles que le Centre régional de formation au maintien de la paix (RPTC) de la SADC, ainsi que des Partenaires Internationaux de Coopération (PIC).

La réunion a examiné les termes de référence du groupe thématique; le cadre institutionnel et politique de la SADC pour la paix et la sécurité; les efforts de la SADC pour maintenir la paix et la sécurité dans la région; et les zones susceptibles d'être financées par les PIC.

Certains PIC ont identifié des domaines pour lesquels ils sont intéressés à fournir un soutien.

L'ORGANE sur la politique, la défense et la sécurité (l'Organe) est l'institution officielle de la SADC avec pour mandat de soutenir la réalisation et le maintien de la sécurité et de l'état de droit dans la région de la SADC.

L'Organe a été créé en juin 1996 et travaille en étroite

collaboration avec d'autres institutions régionales telles que la SADC RPTC, l'Organisation régionale de coopération des chefs de police de l'Afrique australe et le Centre régional d'alerte précoce.

Au niveau juridique et de politique, les opérations et les fonctions de l'Organe sont régies par le Protocole sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité.

L'Organe a son propre plan stratégique, le Plan Indicatif Stratégique Révisé pour l'Organe (SIPO II), et est géré par la Troïka, composé d'un Président, d'un Président entrant et d'un Président sortant, relevant du Président de la SADC.

L'objectif principal du SIPO est "de créer un environnement politique et de sécurité stable et pacifique grâce auquel la région atteindra ses objectifs de développement socio-économique, d'éradication de la pauvreté et d'intégration régionale".

Parmi les autres documents politiques clés qui guident les activités de paix et de sécurité dans la SADC figurent le Protocole sur le contrôle des armes à feu et des munitions connexes; le Protocole relatif à l'extradition, le Protocole sur la facilitation de la circulation des personnes; le Protocole sur l'entraide judiciaire en matière pénale; et le Protocole sur la lutte contre les drogues illicites.

L'ambassade des États-Unis au Botswana a été nommée coprésidente des PIC pour une période d'un an. L'autre coprésidente est la Direction de l'organe sur la politique, la défense et la sécurité de la SADC.

En conclusion, le Directeur Jorge Cardoso a exprimé sa gratitude aux PIC pour leur participation à la réunion, qui se tiendra deux fois par an sous la responsabilité de la plate-forme de dialogue PIC de la SADC,

principal mécanisme de coordination entre la SADC et ses partenaires.

Des diplomates accrédités au Botswana, dont l'Union européenne, les ambassades d'Allemagne, de Russie, du Japon, de Grande-Bretagne et des États-Unis, le bureau de la

Coopération allemande au développement (GIZ) et l'Organisation internationale pour les migrations ont assisté à la réunion; et d'autres basés en Afrique du Sud, y compris l'ambassade de Norvège et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD). □

### Nouvelle équipe de médiation de la SADC pour le Lesotho

Le Président de la SADC, le Président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa, a nommé une équipe pour faciliter le rétablissement de la stabilité politique et sécuritaire au Royaume du Lesotho.

L'équipe, composée de trois vice-ministres du gouvernement sud-africain, est dirigée par un ancien juge en chef adjoint de l'Afrique du Sud, le juge Dikgang Moseneke, et aidera Ramaphosa alors qu'il continue à soutenir le processus national de dialogue et de réforme au Lesotho.

Ramaphosa a dit qu'il avait confiance dans l'expérience et l'expertise de Moseneke en matière de constitutionalisme.

Il profite de l'occasion pour remercier le juge Moseneke de nous avoir soutenus dans cet important mandat alors que nous continuons d'aider nos frères et sœurs du Royaume du Lesotho à trouver une solution permanente et durable à leurs problèmes politiques et sécuritaires.

La décision de nommer l'équipe est conforme à une résolution du Sommet de la double Troïka de la SADC qui s'est tenue à Luanda, en Angola, en avril dernier, qui a chargé Ramaphosa de poursuivre la facilitation et a recommandé qu'il nomme une équipe de personnalités de haut niveau pour le supporter.

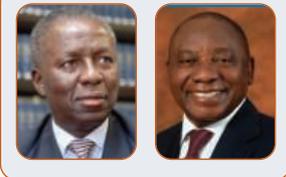
Ramaphosa était nommé comme facilitateur de la SADC en septembre 2014 lorsqu'il était vice-président de l'Afrique du Sud. Cependant, depuis qu'il est devenu président en février de cette année, il a été recommandé qu'il puisse constituer une équipe pour l'aider à faire face à la situation politique au Lesotho.

Sa facilitation a produit un rapport contenant des recommandations clés sur les questions constitutionnelles, du secteur de la sécurité, de la justice, de la fonction publique et de la réforme des médias, que le gouvernement du Lesotho s'est engagé à prendre pour résoudre l'instabilité politique de ce pays.

La SADC a approuvé le rapport, et Maseru a été invité à élaborer une feuille de route sur les réformes requises, ce qu'il a fait.

Le Sommet de la Double Troïka de Luanda a approuvé le plan et a exhorté le Lesotho à donner la priorité aux réformes du secteur constitutionnel et de la sécurité, qui devraient être achevées d'ici à mai 2019.

La mission de Moseneke est donc de superviser le processus  
*Apa News.* □





## La SACU examine la formule de partage des revenus

L'UNION DOUANIÈRE de l'Afrique australe (SACU) est en train de revoir son accord de partage des recettes pour soutenir une allocation plus équitable des fonds, ce qui est acceptable pour tous les pays participants.

Une formule de partage des recettes qui fonctionne bien est un pilier essentiel d'une union douanière réussie et cela a été un sujet de discorde pour la SACU, la plus ancienne union douanière du monde.

La SACU fonctionne comme une union douanière entre l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Royaume d'eSwatini en vertu d'un accord renouvelable, et est actuellement régie par un accord négocié en 2002.

Les principales dispositions sont les suivantes: le régime tarifaire en vigueur en Afrique du Sud s'applique aux autres pays et sert de tarif extérieur commun; et que les recettes douanières et d'accise perçues dans les États membres sont versées dans un fonds commun de recettes (FCR) et distribuées selon une formule pondérée en faveur du Botswana, du Lesotho, de la Namibie et d'eSwatini (les pays BLNS).

Cette pondération a pour but de compenser les petits pays de la SACU pour les effets de renchérissement qu'engendre le régime de protection douanière de l'Afrique du Sud et pour la perte de souveraineté sur les questions de politique tarifaire et commerciale.

Selon l'accord SACU de 2002, la formule de partage des recettes utilise trois composantes pour calculer les parts de revenus pour les États membres. Ce sont une composante douanière, une composante d'accise et une composante de développement.

En utilisant la composante douanière, les recettes sont réparties en fonction de la part de chaque pays dans les importations intra-SACU, tandis que l'élément accise répartit les fonds en fonction de la part du produit intérieur brut (PIB) de chaque pays.

Les allocations de recettes utilisant la composante développement sont fixées à 15% du total des recettes d'accise et réparties selon l'inverse du PIB par habitant de chaque pays.

Dans le cadre du présent arrangement, l'Afrique du Sud est le dépositaire du FCR et tous les droits de douane et d'accise perçus dans la zone douanière commune sont versés au Fonds National de Revenu de l'Afrique du Sud.

Les recettes sont ensuite partagées entre les États membres de la SACU selon la formule de partage des revenus prévue dans l'accord.

Seules les parts des pays BLNS sont calculées, l'Afrique du Sud recevant le reste. Les pays BLNS se sont plaints au fil des années que la formule de partage des revenus ne les compense pas pleinement et qu'il y a un manque de

consultation par l'Afrique du Sud de ses partenaires de la SACU.

Une autre plainte est que les pays allègent qu'il existe diverses barrières non tarifaires qui empêchent leur accès au marché sud-africain.

L'Afrique du Sud s'est plaint, à son tour, que la répartition pondérée des droits d'accise ainsi que des droits de douane sur les BLNS est devenue un fardeau de plus en plus lourd pour le fisc sud-africain, et que la SACU est devenue inabordable.

La relation entre l'Afrique du Sud et ses partenaires de la SACU est encore compliquée par le pacte commercial bilatéral entre l'Afrique du Sud et l'Union européenne. Une caractéristique importante de l'accord commercial Afrique du Sud-UE est l'asymétrie implicite de la libéralisation du commerce entre l'UE et les pays BLNS.

Grâce à la SACU, l'accord Afrique du Sud-UE donne effectivement à l'UE un libre accès aux marchés des pays BLNS mais n'accorde pas aux pays BLNS un accès réciproque aux marchés de l'UE.

Les membres de la SACU ont engagé des consultations au cours de la dernière décennie concernant des irrégularités dans l'accord de partage des recettes.

Afin de remédier à ces irrégularités, les cinq États membres ont négocié la révision de l'accord de partage

des recettes afin de s'assurer qu'il est équitable.

Selon un communiqué publié peu après le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SACU à Gaborone, au Botswana, en juin, l'examen de la formule de partage des recettes devrait viser à étudier les mécanismes de financement du développement industriel et infrastructurel de l'union

En outre, il doit veiller à ce qu'aucun État membre de la SACU ne soit plus défavorisé dans le cadre du nouvel arrangement. Par conséquent, la nouvelle formule devrait être axée sur le développement et non simplement distributive.

La SACU a été créée en 1910, avant que la plupart de ses États membres soient indépendants. Le Secrétariat est maintenant basé à Windhoek, en Namibie.

Comme les cinq pays de la SACU sont tous membres de la SADC, l'examen proposé de l'accord de partage des recettes devrait fournir des enseignements importants à l'organisme régional lorsqu'il lancera enfin sa propre union douanière.

Le lancement de l'union douanière de la SADC était initialement prévu pour 2010. Cependant, les États membres ont demandé plus de temps pour leur permettre de mettre en œuvre la zone de libre-échange de la SADC qui a été lancée en 2008. [sardc.net](http://sardc.net) □

## L'AFRIQUE

## AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI Vol.20 No 5 Août 2018



## SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

## Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,  
Gaborone, Botswana  
Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070  
E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

## RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

## COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Egline Tauya, Admire Ndhlovu,  
Phyllis Johnson, Danai Majaha, Kumbirai Nhongo, Tariro Sasa, Nyarai Kampilipi,  
Tanaka Chitsa, Lynette Chitambo, Tonderai Mpotu,  
Monica Muteru, Raymond Ndhlovu, Pedzisai Munyoro, Thenjewe Ngwenya

## TRADUCTEUR

Chris Kambayi

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2018

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à [www.sadc.net](http://www.sadc.net). Connaissance pour le Développement, lié à [www.sadc.int](http://www.sadc.int)

CONCEPT & MISE EN PAGE  
Tonely Ngwenya, Francis Chikanga

## PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 [www.namport.com.na](http://www.namport.com.na), [durban.getitonline.co.za](http://durban.getitonline.co.za); P2 [herald.co.zw](http://herald.co.zw), [sadc.net](http://sadc.net);  
P4 [ThisIsAfrica.me](http://ThisIsAfrica.me), [MySchoolNews](http://MySchoolNews), [MySchoolNews](http://MySchoolNews); P5 [linkedin.com](http://linkedin.com);  
P6 [mozambiqueiningpost.com](http://mozambiqueiningpost.com), [incoreinsightlytics.com](http://incoreinsightlytics.com);  
P7 [nestle-waters.com](http://nestle-waters.com), [bloomberg.com](http://bloomberg.com), [chylulu.com](http://chylulu.com);  
P8 [cavotec.com](http://cavotec.com); P9 [angolafieldgroup.files.wordpress.com](http://angolafieldgroup.files.wordpress.com), [subseaworldnews.com](http://subseaworldnews.com),  
[ytimg.com](http://ytimg.com), [footage.framepool.com](http://footage.framepool.com); P10 [wildzambezi.com](http://wildzambezi.com)  
P11 [Eco-Business.com](http://Eco-Business.com), [Wikipedia](http://Wikipedia), [connections.be](http://connections.be); [www.kanwischerstrassberger.com](http://www.kanwischerstrassberger.com),  
[www.thegreatprojects.com](http://www.thegreatprojects.com), [KE Adventure Travel](http://KE Adventure Travel);  
P12 [bulawayo24.jpg](http://bulawayo24.jpg), [data.png](http://data.png), [gdp.jpg](http://gdp.jpg), [ytimg.jpg](http://ytimg.jpg), [pbs.twimg.jpg](http://pbs.twimg.jpg), [pindula.jpg](http://pindula.jpg);  
P13 [law.unimelb.edu.au](http://law.unimelb.edu.au), [Wikimedia.org](http://Wikimedia.org); P14 GEG Africa, [myzol.co.zw](http://myzol.co.zw), Mail & Guardian  
16 36th SADC Summit Brochure page 28, [ippmedia.com](http://ippmedia.com)

## Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées à:

Adel: [sadctoday@sadc.net](mailto:sadctoday@sadc.net)

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)  
Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe  
Tel +263 4 791 141 Fax +263 4 791 271

[www.sadc.net](http://www.sadc.net)

Connaissance pour le Développement



[sadc.net](https://www.facebook.com/sadc.net)



[@sadc.net](https://twitter.com/sadc.net)

Austrian  
Development Cooperation

Ce document est produit par la SARDC dans le cadre d'un projet réalisé avec le financement de l'Agence autrichienne de développement (AAD)/la Corporation Autrichienne de Développement (CAD). La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence autrichienne de développement /la Corporation Autrichienne de Développement



Juillet  
30, Zimbabwe

## Élections harmonisées au Zimbabwe

Les électeurs iront aux urnes pour élire leur président, les membres du Parlement (Assemblée nationale et Sénat), et les conseillers locaux pour servir pour les cinq prochaines années. Selon la Constitution du Zimbabwe, les résultats des élections doivent être annoncés dans les cinq jours après les élections.

30 juillet-1er août,  
Namibie

## Semaine de l'industrialisation de la SADC

L'événement d'une semaine vise à vulgariser la Stratégie et la Feuille de route pour d'industrialisation de la SADC approuvée en 2015. Maintenant dans sa troisième année, l'événement annuel comprend une conférence de haut niveau pour discuter des moyens d'accélérer le programme d'industrialisation ainsi qu'une exposition par les gouvernements, les entreprises, les institutions de recherche et d'autres parties prenantes.

Août  
8-19, Namibie

## 38ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC

Les leaders de la SADC se rencontreront lors de leur sommet annuel pour discuter de questions visant à faire avancer l'intégration et le développement régional. Le sommet, qui se tiendra les 17 et 18 août, est précédé de réunions de Hauts Fonctionnaires et du Conseil des Ministres. Le président namibien Hage Geingob présidera la SADC pour l'année à venir, succédant au président sud-africain, Cyril Ramaphosa. Le thème du Sommet est "Promouvoir le développement des infrastructures et l'émancipation des jeunes pour un développement durable".

16-17,  
Mozambique

## 19ème conférence annuelle l'Association des Avocats de la SADC

Les avocats des États membres de la SADC se rencontreront pour discuter du rôle de la profession juridique dans la promotion de l'intégration économique régionale et du développement des infrastructures, et dans la structuration des Partenariats Public-Privé. Le thème est "Promouvoir des cadres juridiques inclusifs pour un développement socio-économique durable dans la SADC".

Date à déterminer

## Forum régional sur les perspectives climatiques en Afrique australe

Les experts climatiques des États membres de la SADC se réuniront pour examiner les perspectives climatiques régionales, en utilisant des indicateurs de précipitations saisonnières pour produire une prévision régionale pour la saison des pluies 2018/19.

26 – 31, Suède

## Semaine mondiale de l'eau 2018

La Semaine mondiale de l'eau est un point focal annuel pour les problèmes mondiaux de l'eau depuis 1991. Commémorée à Stockholm, en Suède chaque année, la Semaine mondiale de l'eau 2018 a pour thème "L'eau, les écosystèmes et le développement humain".

Septembre  
3, Tanzanie

## Réunions du 51ème Comité de gestion du SAPP

La réunion rassemble les dirigeants des compagnies d'électricité et des représentants des gouvernements des 12 États membres du Pool d'énergie de l'Afrique australe (SAPP) pour discuter des questions de gestion clés liées au réseau électrique régional et à l'approvisionnement énergétique régional.

Date à déterminer  
Royaume d'eSwatini

## Élections parlementaires

Le Royaume d'eSwatini élira les parlementaires à travers le système de Tinkhundla (ou Inkhundla) qui signifie "communauté" ou "circonscription". Les candidats aux élections législatives sont sélectionnés dans leurs chefferies et 55 parlementaires sont élus au cours de ce processus. Le Roi Mswati III en nomme 10 autres, portant le total à 65 membres.

18 septembre –  
5 octobre,  
New York

## 73ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Le débat général de la 73ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU 73) a lieu au siège de l'ONU à New York. L'Assemblée générale est précédée d'une série de réunions. L'Assemblée générale est le principal organe de représentation et d'élaboration des politiques des Nations Unies.

Octobre  
02 Oct, Zimbabwe

## 45ème réunion du Comité Exécutif du SAPP

Le Comité exécutif du Pool d'énergie de l'Afrique australe (SAPP) discutera de la situation énergétique dans la région. Le Comité Exécutif, qui est le Conseil d'Administration de SAPP, est composé de directeurs généraux d'entreprises qui génèrent de l'électricité en gros et au détail pour les clients finaux.

10 Oct,  
Mozambique

## Élections municipales au Mozambique

Le Mozambique a fixé le 10 octobre comme le jour des élections pour ses sixième élections municipales dans les 11 provinces. Les précédentes élections municipales ont eu lieu en 2013.

## 17 août 1992 La SADC créée lors du Sommet de Windhoek

LE SOMMET historique instituant la Communauté de développement de l'Afrique australe a été accueilli en 1992 dans la capitale du pays nouvellement indépendant de la Namibie, qui avait accédé à l'indépendance un peu plus de deux ans auparavant.

La SADC a été créée par la Déclaration et le Traité de la SADC signé à Windhoek le 17 août 1992, remplaçant ainsi le Mémorandum d'accord sur les institutions de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC) et transformant une conférence de coordination en une communauté de développement.

La SADCC a été créée à Lusaka, en Zambie, le 1er avril 1980, avec l'adoption de la Déclaration de Lusaka - *Afrique australe: Vers la Libération Economique*, sur la base des consultations menées par les États de la Ligne de Front, qui ont débuté en 1977 et qui ont abouti à des réunions à Gaborone, au Botswana et à Arusha, en Tanzanie, en 1979.

En 1992, les leaders de la SADCC étaient prêts à passer à l'étape suivante et, accueillis par le président fondateur de la Namibie, Sam Nujoma, le sommet était présidé par le président du Botswana, Sir Ketumile Masire.

Masire a présidé la SADC jusqu'en 1997 quand il a passé le bâton au premier président de l'Afrique du Sud, Nelson Mandela, qui l'a détenu pendant deux ans et par la suite la SADC a adopté un système de rotation.

Au moment du Sommet de Windhoek en 1992, l'Afrique du Sud n'était pas encore libérée du système d'apartheid et n'était pas gouvernée par un vote démocratique de la majorité puisque la plupart des Sud-Africains n'étaient toujours pas autorisés à voter, ce qu'ils ont fait pour la première fois deux ans plus tard, le 27 avril 1994.

Cependant, des représentants du Congrès national africain (ANC) et du Pan Africanist Congress (PAC) étaient présents au Sommet de 1992. L'ANC était représentée par son secrétaire général, Cyril Ramaphosa, aujourd'hui président d'Afrique du Sud. Le PAC était représenté par son président, Clarence Makwetu.

Le Sommet de 1992 a décidé de créer une "communauté économique régionale des États d'Afrique australe" en tenant compte du mouvement des personnes dans la région; l'élimination progressive de "toutes les barrières à la circulation des capitaux, des biens et des services"; et donner la priorité aux arrangements pour la paix et la sécurité dans la région.

Les leaders ont discuté de la sécheresse, des pourparlers de paix en Angola, de l'accord de paix du Mozambique signé à Rome quelques jours auparavant, et ils ont passé en revue les développements en Afrique du Sud.

Ils ont également appelé la communauté internationale à "faire pression sur l'Afrique du Sud pour rétablir la souveraineté sur Walvis Bay et les îles au large de la Namibie", ce qui a été fait deux ans plus tard.

Le Sommet a approuvé le thème de la Conférence consultative annuelle de 1993 - *SADC: Un cadre et une stratégie pour bâtir une communauté en Afrique australe*.

La SADC compte maintenant 16 États membres. □



## École de leadership Mwalimu Nyerere

SIX PARTIS africains de libération d'Afrique australe se préparent à la construction d'un collège de leadership en Tanzanie en reconnaissance et appréciation du rôle joué par feu Mwalimu Julius K. Nyerere dans leurs luttes pour l'indépendance nationale.

Les partis sont CCM (Tanzanie), FRELIMO (Mozambique), MPLA (Angola), ZANU PF (Zimbabwe), SWAPO (Namibie) et ANC (Afrique du Sud), et ils ont été représentés à cette cérémonie historique haute en couleur par leurs secrétaires généraux.

Ils travailleront ensemble à la création de l'école de leadership Mwalimu Nyerere qui offrira une formation en idéologie politique et en compétences de leadership dans le but de renforcer l'unité et la coopération dans la libération des économies africaines.

Le président John Magufuli a officié à la pose de la première pierre pour la construction du collège dans le district de Kibaha, région de la côte, avec le chef de la liaison internationale du parti PCC de la Chine, Song Tao.

"Nous devons avoir les partis politiques qui ont un leadership fort qui obéira à l'éthique du leadership et sera en mesure d'apporter le développement économique à la population", a déclaré Magufuli.

Le projet sera réalisé avec le soutien financier de la Chine et construit par la China Railway Jianchang Engineering Company (CRJE) au cours des deux prochaines années. □

## JOUR FERIÉS DANS LA SADC

Août-Octobre 2018

1er août	Fête des parents	RDC
6 août	Fête des agriculteurs	Zambie
8 août	Nane Nane Journée paysanne	Tanzanie
9 août	Journée de la femme	Afrique du Sud
13 août	Fête des Héros	Zimbabwe
14 août	Fête des Forces de défense	Zimbabwe
15 août	Fête de l'Ascension	Madagascar, Seychelles
15 août	Assomption de la Bienheureuse Vierge Marie	Maurice
17 août	Journée de la SADC*	Tous
21 août	Eid al Adha	Tanzanie
26 août	Fête des Héros	Namibie
27 août	Jour férié	Namibie

3 septembre	Umhlanga Reed Dance	eSwatini
6 septembre	Somhlolo Day / Jour de l'Indépendance	eSwatini
7 septembre	Jour de la Victoire	Mozambique
14 septembre	Ganesh Chaturthi	Maurice
17 septembre	Journée nationale des Héros	Angola
24 septembre	Fête du patrimoine	Afrique du Sud
25 septembre	Journée des forces armées	Mozambique
30 septembre	Journée du Botswana	Botswana

1 Octobre	Jour férié	Botswana
2 Octobre	Jour férié	Botswana
4 Octobre	Jour de l'Indépendance	Lesotho
4 octobre	Journée de la paix et de la réconciliation nationale	Mozambique
14 octobre	Journée Mwalimu Julius Nyerere	Tanzanie
15 Octobre'	La Fête des Mères	Malawi
18 octobre	Journée nationale de prière	Zambie



De la deuxième à gauche, S.E Frederick Chiluba, président de la Zambie; S.E Joaquim Chissano, président du Mozambique; S.E Dr Sam Nujoma, Président fondateur de la Namibie; S.E Sir Ketumile Masire, Président du Botswana; S.E Robert Mugabe, président fondateur du Zimbabwe; et S.E Ali Hassan Mwinyi, président de la République-Unie de Tanzanie; ainsi que le Premier ministre du Swaziland, TH. Hon. Obed M. Dlamini, Premier ministre de l'Angola, TH. Hon. F. Franca Van Dunem; Hon. AL. Thoahlane, ministre des Finances, de la Planification et du Développement économique du Lesotho; et Hon. L.J. Chimango, ministre des Finances du Malawi.